

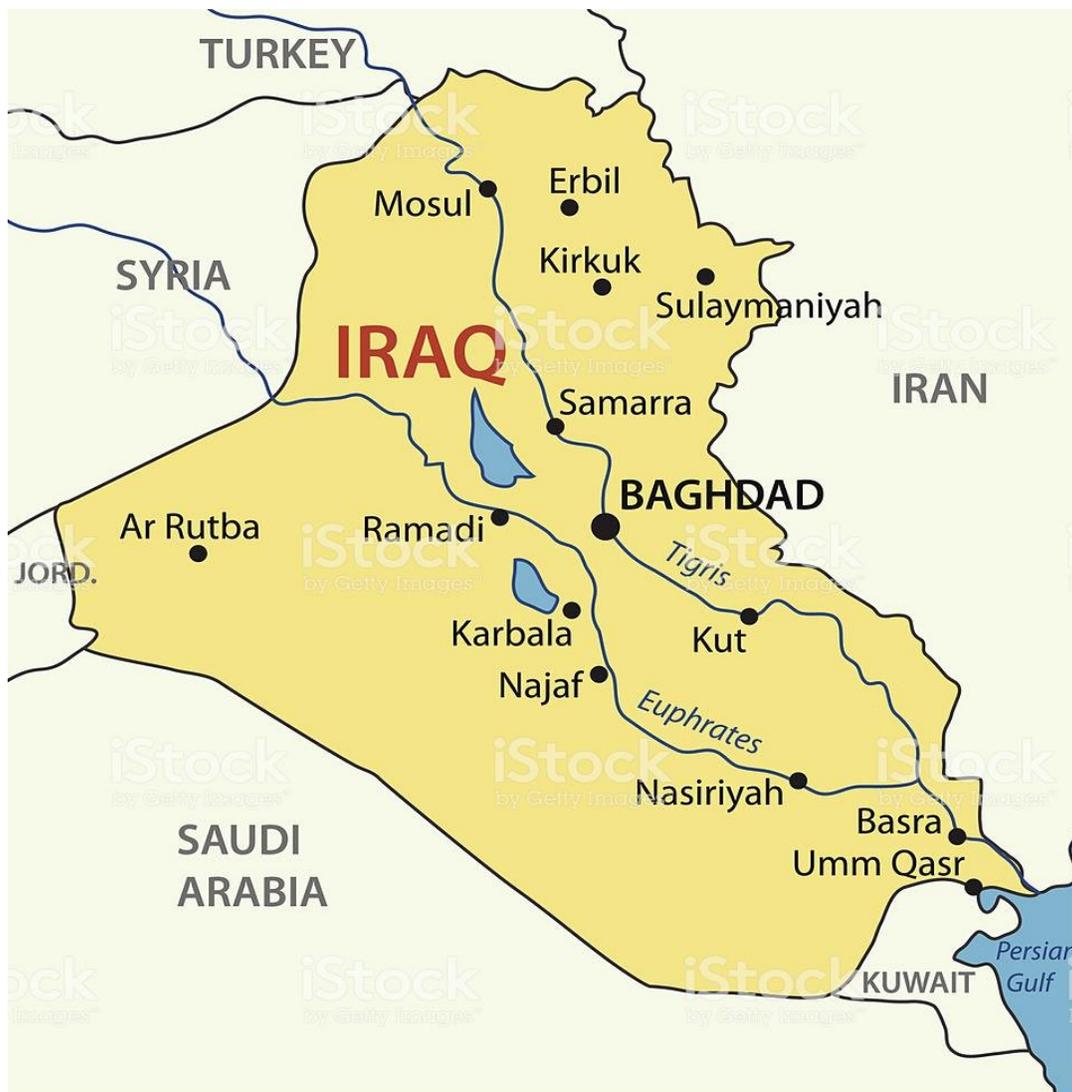


## Hydrodiplomatie et changement climatique pour la Paix en Mésopotamie :

*Cas du Bassin du Tigre et de l'Euphrate*

**Lundi 10 décembre 2018**

*Palais du Luxembourg- Salle Clémenceau*





## Hydrodiplomatie et changement climatique pour la Paix en Mésopotamie :

*Cas du Bassin du Tigre et de l'Euphrate*

**Lundi 10 décembre 2018**

*Palais du Luxembourg- Salle Clémenceau*

### Note de concept

Après le succès des trois colloques « Hydrodiplomatie et Changement climatique pour la paix au Moyen-Orient, » sur l'Oronte en 2015, le Jourdain en 2016 et le Nil en 2017, l'initiative est reconduite pour sa quatrième année consécutive. Le Palais du Luxembourg accueillera donc le 10 décembre 2018 le colloque **Hydrodiplomatie et Changement climatique pour la paix en Mésopotamie : cas du bassin du Tigre et de l'Euphrate**.

A l'instar des autres éditions, ce colloque est organisé à l'initiative de M. Olivier Cadic, Sénateur représentant les Français établis hors de France, et de M. Fadi Georges Comair, président de MEDURABLE et président d'honneur du REMOB.

Cette quatrième conférence comprendra une partie rétrospective afin de rappeler les leçons tirées des éditions de 2015 à 2017. Seront ainsi abordés les thèmes :

- **Session 1 : rétrospectives et expériences acquises : l'Oronte, le Jourdain et le Nil**
- **Session 2 : les enjeux hydro-politiques en Mésopotamie : cas du Tigre et de l'Euphrate**
- **Session 3: les enjeux technico-économiques et environnementaux sur le Tigre et l'Euphrate : cas du nexus (eau, énergie et alimentation) et impact climatique**
- **Session 4: l'hydrodiplomatie et la médiation sur les grands bassins du Moyen-Orient**

## Le Moyen-Orient: une actualité contemporaine

Dans le contexte mondial contemporain, le Moyen-Orient est au cœur d'enjeux géostratégiques majeurs et demeure un espace de tensions et de confrontations dus à la multiplicité des enjeux géopolitiques, environnementaux et sécuritaires. Cet environnement conflictuel contribue à faire du Moyen-Orient un espace caractérisé par une fragmentation économique, sociale et politique majeure, facteur de crises, de déstabilisations régionales et de menaces transfrontalières.

Aujourd'hui l'eau est devenue un enjeu géopolitique primordial et la guerre de l'eau fait rage dans le Moyen-Orient. Cette ressource désormais devenue indispensable pour le développement durable, subit actuellement les effets néfastes des changements globaux et plus particulièrement du changement climatique dont nous sommes témoins depuis quarante ans. De plus, le réchauffement climatique est au cœur des débats et les Etats sont confrontés à des enjeux sécuritaires et stratégiques liés à la pénurie des ressources. Le nombre de réfugiés climatiques et politiques augmente et leur déplacement ainsi que le nombre de réfugiés climatiques et politiques présents dans diverses pays de la région provoque un choc économique et environnemental dans le monde entier et surtout dans le pourtour méditerranéen.

Le Moyen-Orient est déjà fortement pénalisé par la dégradation de l'environnement couplée d'une forte croissance démographique avec une concentration urbaine dans les zones littorales sensibles. Cette situation que connaît actuellement le Moyen-Orient génère une pénurie d'eau qui devient une problématique importante dans la mesure où elle peut être source de conflit violent, dans une région déjà affectée par la raréfaction des précipitations. Le Moyen Orient souffre déjà également d'une mauvaise gestion des bassins, accompagnée d'un partage inéquitable de l'eau et l'utilisation non raisonnable de la ressource. Les conflits s'intensifient de plus en plus parmi les utilisateurs des bassins transfrontaliers au Proche-Orient.

Au niveau des bassins transfrontaliers, on y retrouve les conflits dus au partage inéquitable des ressources, ainsi que la qualité de l'eau qui se dégrade de plus en plus. Face à la gravité du problème de pénurie de cette ressource et ses conséquences qui risquent d'être dramatiques en la présence d'enjeux géopolitiques dans la région du Proche-Orient, une coopération hydro-diplomatique régionale s'avère nécessaire dans le but d'assurer un partage équitable de la ressource afin de trouver le moyen de conjurer cette menace.

La démarche de l'hydrodiplomatie pourrait inverser la situation en faveur d'une coopération régionale et consolider de ce fait une hydrodiplomatie permanente entre les pays riverains.

L'hydrodiplomatie est un outil au service de la construction d'une gestion intégrée des ressources en eau, nationale et transnationale, selon un modèle coopératif, loin de la logique fragmentée, sécuritaire ou hégémonique qui compromet de plus en plus le développement socio-économique de nombreux pays.

L'hydrodiplomatie veut construire une nouvelle forme de gouvernance qui porte l'ambition de construire la paix, un processus pour la prévention, la médiation et la résolution des conflits sur l'eau. Il s'agit d'exclure toute forme de domination d'un pays sur l'autre, d'éloigner la militarisation de l'accès aux sources d'eau et de repousser le concept de gestion sécuritaire ou hégémonique de la ressource.

Pour parvenir à ses fins, l'hydrodiplomatie mobilise à la fois l'expertise technique et la diplomatie. Elle associe les diplomates, les experts scientifiques, les académiciens, les décideurs politiques au niveau des bassins transfrontaliers, afin de parvenir à un partage équitable et à une utilisation raisonnable de l'eau en vue d'aboutir à une situation de succès mutuels, de type « gagnant-gagnant », entre pays et régions riveraines.

### Les crises hydriques : un passé encore présent du Moyen-Orient

Le Moyen Orient souffre d'un épuisement de ses ressources en eau et d'un stress hydrique. Cette situation freine le développement durable de cette région. Le volume total des ressources en eau surfaciques disponibles dans les pays Arabes est estimé à 277 milliards de m<sup>3</sup> d'eau par an, dont 43% proviennent des territoires Arabes, et le reste est issu de territoires en dehors de cette région. La moyenne annuelle mondiale des ressources disponibles par personne et par an est estimée à 7000 m<sup>3</sup>, tandis que la moyenne dans les pays Arabes n'excède pas 700 m<sup>3</sup> par personne et par an estimée étant la plus basse mondialement. Afin de faire face à cette situation de stress hydrique, il est nécessaire d'avoir recours aux moyens non-traditionnels (industriels) en vue de produire l'eau douce pour la consommation et l'irrigation, en particulier : le dessalement de l'eau de mer qui nécessite la consommation d'une grande quantité d'énergie (1,7 Kw/m<sup>3</sup> d'eau). Pour cela les états arabes du golfe consacrent environ 30% de leur production énergétique au dessalement.

## La Mésopotamie : « terre entre les fleuves »

Le terme Mésopotamie désigne la plaine inondable qui s'étend entre le Tigre et l'Euphrate (Irak actuel). Lorsque ces cours d'eau débordaient de leur vie, ils submergeaient les terres, déposant des couches de limons fertiles. Mais aride et incultivable en raison du manque de précipitations, cette région dut attendre l'invention des canaux d'irrigation vers 5500 ans avant J-C pour que se développent champs et cultures. Régulièrement arrosée, ces derniers fournissaient une récolte presque suffisante chaque année. Quelque mille ans plus tard, l'invention de la charrue en bois augmenta encore le rendement agricole. La population crût en conséquence et en 1300 ans avant J-C des centaines de bourg et de villages parsemaient la région.

La Mésopotamie manquait cruellement de ressources naturelles. Pour nombre d'activités, de la construction à la joaillerie, les matières premières comme le bois, les pierres et les minéraux étaient importées des régions voisines en échange des surplus de récoltes et d'objets artisanaux. Le commerce, en pleine expansion, était contrôlé par de riches et puissants souverains, qui développaient des projets collectifs tels que réseaux d'irrigation et autres défenses contre les inondations. Celles-ci représentaient en effet un danger considérable pour les cultures et les habitations. On pensait alors qu'elles signifiaient la colère des dieux, et l'épisode biblique du déluge puise probablement ses origines dans les premiers mythes mésopotamiens.

## La géographie de la Mésopotamie

Les fleuves Tigre et Euphrate prennent leur source au Kurdistan turc, en Turquie orientale. L'Euphrate pénètre en Syrie à Karkemish, près de la ville turque de Birecik, avant d'être rejoint par ses principaux affluents, le Balikh et le Khabour.

Entrant en Iraq, il traverse Ramadi, au cœur de la Mésopotamie, et se joint au Tigre à Qurna (Iraq), partageant le Shott al-Arab avec le Karoun (le plus important cours d'eau d'Iran) avant que celui-ci ne les rejoigne à son tour. Tigre et Euphrate constituent à la fois les principaux fleuves turcs, syriens et irakiens. Non contents de traverser trois des principaux pays de la région, ils en dessinent également ponctuellement les frontières ; entre Turquie et Syrie, entre Syrie et Irak...

Le fleuve du Tigre fait 1800 km de long et comprend quatre pays riverains: l'Iran, Irak, la Syrie et la Turquie. L'Euphrate parcourt la Turquie, la Syrie et l'Iraq avec une longueur totale de 2785 km. Les deux fleuves se rejoignent au sud de l'Iraq pour former le Chatt al Arab, qui se déverse dans le golfe Persique.

## Le Tigre et l'Euphrate : Gestion sécuritaire des ressources hydriques en quête de stabilité régionale

Le Tigre et l'Euphrate sont soumis depuis plusieurs décennies au concept de l'hydro-hégémonie par la Turquie. Cette domination sur les deux bassins prive la Syrie et l'Irak d'une quote-part légitime pour le développement des stratégies agricoles de ces deux pays ainsi que l'eau potable nécessaire pour subvenir aux besoins des citoyens. A ce jour, la Turquie considère que ces deux bassins ont une identité nationale et non transfrontalière du fait de la présence de leurs sources d'eau dans le territoire turc. La non-reconnaissance de la Convention des Nations Unies de 1997 par la Turquie conduit à des difficultés dans les négociations sur le partage de ces bassins avec les pays riverains qui peinent à assurer la gestion de la demande dans tous les secteurs d'utilisation.

Cette situation s'est aggravée avec le développement du projet du GAP qui inclut la construction de plusieurs barrages obturant de ce fait les débits d'eau vers les pays aval.

### Les considérations syriennes sur la Mésopotamie

Face à ce climat tendu et à la présence de plusieurs actions militaires en Mésopotamie, la Syrie qui connaît depuis cinq ans une multitude de conflits n'a actuellement aucun contrôle sur les barrages et le débit du Tigre et de l'Euphrate dans son territoire. Cette situation reflète l'impact de la présence jusqu'à ce jour de Daech et de l'armée de la libération syrienne dans la région limitrophe à la Turquie. La Syrie a toujours revendiqué la reconnaissance de l'Euphrate et du Tigre du statut de fleuve international.

Faudrait-il attendre la stabilité de la Syrie afin d'appliquer l'accord antérieur entre les deux pays ou bien une renégociation sera envisagée ?

### Une réflexion turque sur la piste mésopotamienne

De son côté, la Turquie à l'instar d'Israël, n'ayant pas signé la convention des Nations unies de 1997 sur l'utilisation des cours d'eau internationaux non navigables, prive ainsi l'Irak et la Syrie de toute possibilité de recours devant les instances juridiques de l'ONU. Il serait intéressant de voir si le nouveau régime irakien, consolidé par sa récente victoire sur Daech, va pouvoir renégocier ses accords hydrauliques avec les pays situés à l'amont du bassin, à commencer par la Turquie qui est jusqu'à ce jour un allié fidèle des États-Unis.

L'impact du projet d'Anatolie du Sud-Est sur les pays de la région devrait inciter la Turquie à lancer un processus de gestion de l'Euphrate et du Tigre dans le cadre d'une stratégie de développement durable basée sur un esprit de coopération ce qui n'est pas le cas actuellement. Cette stratégie devrait aider les pays de ce bassin à se tourner vers la GIRE pour un usage plus performant des ressources en eau. Le seul recours de la Turquie après la stabilisation de l'Irak et de la Syrie est l'application d'une gestion basée sur la coopération avec ses pays riverains. Encore, faudra-t-il que la Turquie applique un partage équitable de l'eau et accepte l'application des conventions onusiennes (UNECE et celle de 1997).

Là aussi, il est recommandé que le remplissage du nouveau barrage Ilisu (dans le cadre du projet turc du GAP, en Anatolie du sud-est) se fasse de manière progressive et échelonnée, afin de ne pas priver l'Irak de son approvisionnement en eau potable. La création d'une agence commune de bassin pour ces deux fleuves est une nécessité pour favoriser le dialogue constructif entre pays riverains.

La Turquie accepterait-elle de se baser sur les textes onusiens « anti-crise » comme ce fut le cas sur les bassins de l'Oronte et le Nahr el Kébir entre le Liban et la Syrie ?

### Les recommandations irakiennes en Mésopotamie

Dans cette perspective de coopération, l'Irak a affirmé qu'il y a une très grande difficulté lorsqu'il s'agit de négociation entre l'Irak, l'Iran et la Turquie concernant le Bassin du Tigre et de l'Euphrate.

Ce pays met l'accent sur l'importance d'apprendre du cas du bassin de l'Oronte dans le but d'aborder les solutions équitables « gagnant-gagnant » sur les bassins du Tigre et l'Euphrate et demande l'application d'une hydrodiplomatie active concernant une mise en eau différée du nouveau barrage d'Ilisu érigé par la Turquie sur le Tigre et qui constitue un problème grave pour l'Iraq en quête d'une ressource en eau abondante.

En outre, le gouvernement irakien a proposé aux responsables turcs de renforcer la coopération sur le Tigre en vue de créer une dynamique de développement économique, permettant ainsi aux pays riverains de profiter des programmes de financement destinés au développement des secteurs économiques des cours d'eau internationaux.

## Le Tigre et l'Euphrate : une complexité hydrique incontournable

La situation dans ce bassin est complexe, mêlant des difficultés économiques, de développement et de redressement post-guerre. La récente victoire annoncée par l'Etat irakien contre l'Etat Islamique permet d'entamer la reconstruction du pays, mais Syrie et Iraq restent faibles face à une Turquie qui proclame sa volonté d'user des eaux des deux fleuves à son gré, car non signataire de la Convention des Nations Unies de 1997.

Les relations arabo-turques caractérisées par une exclusion mutuelle dans le passé, connaissent aujourd'hui des bouleversements à travers les échanges économiques, commerciaux et sécuritaires qui suscitent la mobilisation en commun des ressources. Dans ce contexte régional et international bouleversé, la Turquie se trouve confrontée à un nouvel interlocuteur régional, l'Irak en reconstruction, bien déterminé à faire valoir ses droits sur les deux fleuves dont dépend le pays pour son alimentation en eau et son agriculture.

La Turquie bénéficie, depuis bien avant la chute du régime de Saddam Hussein, d'une position de pouvoir renforcée face à l'Irak. Puissance économique et politique régionale, le pays se situe de plus en amont, et possède toujours la capacité de « fermer les robinets » du Tigre et de l'Euphrate comme cela l'a été prouvé dans le passé.

Or la situation est aujourd'hui bouleversée et les rapports de pouvoir en sont inversés. La Turquie a face à elle des Irakiens soutenus par la puissance régionale de l'Iran et l'appui international des États-Unis, et en pleine réformation, et non plus un gouvernement irakien affaibli par des guerres successives et un embargo international.

De partenaire économique et parfois stratégique, l'Irak devient du point de vue de la Turquie, si ce n'est un rival potentiel, au moins un voisin hautement imprévisible et potentiellement déstabilisateur. Face à ce rival, la Turquie dispose cependant d'une « arme de soif massive ; » le GAP. Le Güneydogu Anadolu Projesi est un projet de 22 barrages, 19 stations hydroélectriques (conçu pour être capable de satisfaire, à terme, au moins 20% de la demande nationale en électricité, en constante augmentation du fait du développement et de la croissance soutenus du pays) et d'irrigation à 32 milliards de dollars, lancé en 1976 et en cours d'achèvement qui, si son remplissage était décidé unilatéralement et soudainement par les turcs, mettrait le Tigre et l'Euphrate purement et simplement à sec, pour une durée pouvant atteindre une année entière. Cette situation comporte des similitudes avec la problématique du barrage de la Grande Renaissance, sur le Nil bleu éthiopien, dont le remplissage provoque des tensions politiques, sociales et économiques du même ordre entre l'Ethiopie et l'Egypte qu'entre la Turquie et l'Irak.

L'effet du changement climatique sur l'approvisionnement en eau des réservoirs sur les bassins transfrontaliers pourrait aussi avoir des conséquences sur le partage de l'eau entre les pays riverains. Pour cela la composante « changement climatique » est essentielle pour la prise en compte des scénarios d'avenir dans le cadre d'une vision à moyen et long terme liée à la balance hydrique des pays riverains.

Le remplissage soudain, pour des raisons essentiellement politiques à l'approche des élections générales turques, du barrage d'Ilisu - un réservoir de dix milliards de mètres cubes pour une capacité électrique de 1200 MW érigé sur le cours supérieur du Tigre, dans la province turque de Sirnak, frontalière avec l'Irak - en juin 2018 a mis la métropole de Bagdad à sec et provoqué des émeutes de la soif dans plusieurs villes et provinces d'Irak.

Une fois de plus, le dossier de l'eau s'emboîtera donc avec les enjeux territoriaux, politiques et sécuritaires de la région. Toutefois, la Turquie, dont le commerce avec l'Irak avait souffert des sanctions des Nations unies, semble impatiente de relancer cette dynamique bilatérale.

Un approvisionnement en électricité est entrepris dès septembre 2003, avec l'idée d'étendre cet échange à la vente d'eau potable et d'irrigation à l'Irak.

D'autre part, le réalignement sécuritaire entre la Turquie et la Syrie ouvre des perspectives de concertation importante entre les deux autres voisins, notamment sur le dossier de l'eau. Cette nouvelle donnée sécuritaire a d'ailleurs suscité une réorientation du discours hydraulique de la Turquie, dans une perspective de partage des bénéfices avec le voisin syrien. La Turquie s'assure un allié régional pour l'endiguement des bouleversements de la nouvelle donne irakienne.

Dans ce climat d'instabilité, de déséquilibres régionaux dus à des déficits hydriques et à de fortes concentrations de minorités nationales, Une répartition juste et équitable des ressources en eau disponibles fondée sur une comptabilisation devient une nécessité et la mise en valeur du concept Nexus Eau-Energie-Alimentation sera un besoin urgent.

Aujourd'hui, une prise de conscience de la proximité entre l'eau, l'énergie et l'alimentation a amené à mettre au point un concept permettant de manipuler, traiter et mener une réflexion sur ce triptyque en tant qu'ensemble.

Cette définition est passée dans le langage commun pour désigner un ensemble d'idées, de concepts reliés entre eux et interconnectés. Ce mot a donc naturellement été choisi pour désigner le triptyque eau-énergie-alimentation, eu égard à ses multiples connexions.

Le « Nexus Eau-Energie-Alimentation » est une approche globale pour un problème global. Elle permet de traiter les problématiques de chacun des trois domaines du Nexus en intégrant ses corollaires dans les deux autres domaines, ce qui permet de s'affranchir des limitations qu'imposent forcément la concentration sur une seule approche, et ce à diverses échelles. Cette approche repose sur un constat simple : la ressource en eau se raréfie, alors que l'intensification des exploitation d'hydrocarbures, l'augmentation de la population et des besoins de l'agriculture imposent une pression croissante sur les ressources hydriques.

## Conclusion

En se basant sur tout ce qui précède, il est évident que l'analyse du bassin du Tigre et de l'Euphrate dans cette édition constitue une contribution intéressante à l'éclairage du débat ainsi que des recommandations afin de favoriser la paix hydrique dans la région

L'avenir nous dira si les relations trilatérales entre la Turquie, la Syrie, et le nouvel acteur régional irakien après leur stabilisation, évolueront vers une coopération multidimensionnelle (eau, pétrole) ou la mise à l'écart stratégique de la Turquie au profit de l'Irak, par les Etats-Unis. Y aurait-il un appui de la part de la Russie dans la future relance des négociations hydriques entre la Syrie et la Turquie ? Une situation géopolitique pleine de possibilités de conflits, surtout en la présence de puissances régionales telles que l'Iran et la Turquie, mais aussi de coopérations.

C'est sur ces possibilités que se pencheront les intervenants du colloque, afin de dégager des pistes pour une coopération régionale, une gestion intégrée, raisonnable et harmonieuse des ressources, dans l'esprit de recherche de situations "gagnant-gagnant" cher à l'hydrodiplomatie dans le cadre de politiques d'adaptation au changement climatique.

**Fadi Georges Comair**

**Président de MEDURABLE**

**Président d'honneur du REMOB**



## Hydrodiplomatie et changement climatique pour la Paix en Mésopotamie : *Cas du Bassin du Tigre et de l'Euphrate*

**Lundi 10 décembre 2018**

*Palais du Luxembourg- Salle Clémenceau*

### Programme

*En partenariat avec les groupes d'amitié France-Egypte, France-Pays de la Corne de l'Afrique, France-Irak, France-Jordanie, France-Liban, France-Syrie, France-Turquie du Sénat*

<b>9:00-09:30</b>	<b>Enregistrement</b>
<b>09:30-10:15</b>	<b>Ouverture du colloque</b>
	<ul style="list-style-type: none"><li>- <b>M. Gérard LARCHER, Président du Sénat</b></li><li>- <b>M. Olivier Cadic</b>, Sénateur représentant les français établis hors de France.</li><li>- <b>M. Fadi Comair</b>, Président de Medurable et du REMOB</li><li>- <b>M. Walter Mazzitti</b>, Président pour la surveillance sur l'usage des Ressources Hydriques c/o Ministère des Travaux Publics-Italie</li></ul>
<b>10:15-10:30</b>	<b>Introduction</b>
	<p><b>S.E. M. Fathalla Sijilmassi</b>, Ambassadeur, Ancien Secrétaire Général de l'Union pour la Méditerranée</p>

10:30-12:30	Session 1 : Rétrospectives et expériences acquises
<p><b>Modérateur</b></p> <p><b>Introduction</b></p>	<p><b>M. Brice Lalonde, Président de l'Académie de l'Eau</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>Les textes de référence pour la coopération hydrique sur les bassins transfrontaliers</b></li> <li>- <b>M. Jean-Louis Oliver, Secrétaire Général de l'Académie de l'eau</b></li> </ul>
<p><b>Table ronde 1</b> <b>L'Oronte</b></p> <p><b>Table ronde 2</b> <b>Le Jourdain</b></p> <p><b>Table ronde 3</b> <b>Le Nil</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>L'Oronte : accord équitable entre les pays riverains (Édition 2015)</b> <b>S.E.M. César Abi Khalil</b>, Ministre de l'Énergie et de l'Eau au Liban <b>M. Dominique de Legge</b>, Président du groupe d'amitié France-Liban <b>M. Fadi Comair</b>, Président de MEDURABLE et du REMOB</li> <li>- <b>Le Jourdain, fleuve biblique : conflits hydriques en quête de paix (Édition 2016)</b> <b>M. Gilbert Roger</b>, Président du groupe d'amitié France-Palestine <b>S.E.M. Shaddad Attili</b>, Ministre Palestinien chargé des Négociations sur l'Eau</li> <li>- <b>Le Nil : initiative de paix pour les États riverains? (Édition 2017)</b> <b>Mme Catherine Morin-Desailly</b>, Présidente du groupe d'amitié France-Egypte <b>S.E.M. Mohammed Abdel Ati</b>, Ministre égyptien de l'Irrigation et des ressources hydrauliques  Représentants de l'Éthiopie et du Soudan <b>M. Cédric Perrin</b>, Président du groupe d'amitié France-Pays de la Corne de l'Afrique</li> </ul>
<p><b>Conférencier principal :</b></p> <p><b>Discussion</b></p> <p><b>12:30</b></p> <p><b>12:30-14:00</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>L'impact du changement climatique sur la sécurité hydrique des bassins transfrontaliers : application des outils technologiques</b> <b>Prof. Daene McKinney</b>, Université de Texas – Austin</li> </ul> <p><b>Photo officielle sur le perron de la cour d'honneur</b></p> <p><b>Cocktail déjeunatoire</b></p>

14:00-15:00	Session 2 : les enjeux hydro-politiques en Mésopotamie : cas du Tigre et de l'Euphrate
-------------	--

<p><b>Accueil</b></p> <p><b>Introduction</b></p> <p><b>Modérateur</b></p> <p><b>Les intervenants</b></p> <p><b>Discussion</b></p>	<p><b>M. Bernard Cazeau</b>, Président du groupe d'amitié France-Irak</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>S.E.M. Hasan Janabi</b>, Ambassadeur, Ancien Ministre des ressources hydriques-Irak</li> <li>- <b>Mme Josiane Costes</b>, Présidente du groupe d'amitié France-Turquie</li> <li>- <b>S.E.M. Bekir Pakdemirli</b>, Ministre de l'agriculture et des forêts-Turquie</li> </ul> <p><b>M. Pascal Berteaud</b>, Président de l'OIEau</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>Les expériences acquises du RIOB applicables aux enjeux hydropolitiques en Mésopotamie</b></li> </ul> <p><b>M. Jean-François Donzier</b>, Secrétaire Général du Réseau International des Organismes de bassin</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>Les conflits hydriques : une coopération basée sur les intérêts mutuels</b></li> </ul> <p><b>M. Dursun Yıldız</b>, Directeur de l'Académie de l'Hydropolitique</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>Les risques sécuritaires liés à l'exploitation des ouvrages hydrauliques en Mésopotamie</b></li> </ul> <p><b>M. Franck Galland</b>, Directeur de la Fondation pour la Recherche Stratégique</p> <p><b>Les risques sécuritaires liés au changement climatique en Irak</b></p> <p><b>M. Kawa Hassan</b>, Directeur du programme du Moyen Orient et de l'Afrique du Nord à l'Institut « EastWest », bureau de Bruxelles</p>
---	---

15:00-16:30	<p><b>Session 3: les enjeux technico-économiques et environnementaux sur le Tigre et l’Euphrate : cas du Nexus (eau, énergie et alimentation) et impact climatique</b></p>
<p><b>Modérateur</b></p> <p><b>Conférencier principal</b></p> <p><b>Les intervenants</b></p> <p><b>16h40-17h00</b></p>	<p>M. Jean-Louis Guigou, Président d’IPEMED</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>L’impact du Nexus sur le développement technico-économique des bassins transfrontaliers</b></li> </ul> <p>M. Pierre Roussel, Président de l’OIEau</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>Les contributions du Partenariat Public Privé au développement des bassins transfrontaliers</b></li> </ul> <p>Mme Céline Prat Marot-Deshorteaux, Fondatrice, C4P Développement"</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>Leçon apprise de la rivière du Drin et son adaptation sur le cas du Tigre et de l’Euphrate en Mésopotamie</b></li> </ul> <p>Prof. Michael Scoullou, Chef d’équipe de l’Horizon SWIM H2020 SM</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>Le rôle de l’ESCWA et les projets d’adaptation aux impacts du changement climatique sur les ressources hydriques en Mésopotamie</b></li> <li>- Mme Carol Chouchani, Directrice du département du développement durable à l’ESCWA</li> </ul> <p><b>Echanges avec la salle</b></p> <p><b>Pause (20 minutes)</b></p>

17:00-18:00	Session 4 : L'hydrodiplomatie et la Médiation sur les grands bassins du Moyen-Orient
-------------	--

<b>Modérateur</b>	<b>M. Pierre Gény</b> , Secrétaire Perpétuel de l'Académie des Sciences d'Outre-Mer.
<b>Les intervenants</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>Les principes généraux de la médiation face aux conflits hydriques</b> Professeure Michèle Guillaume Hofnung, Directrice du Centre de Médiation de l'Université de Paris 2</li> <li>- <b>La médiation au service de l'hydrodiplomatie : un projet de gouvernance pour la prévention et la résolution des conflits liés à l'eau</b> Mlle Christelle Comair, Doctorante à l'Université de Paris 11 et Présidente de l'association « Youth for Development »</li> <li>- <b>L'hydrodiplomatie dans le bassin du Tigre et de l'Euhrate : les défis et les perspectives d'avenir</b> Prof. Aysegül Kibaroglu, Département des Sciences Politiques et des relations internationales- Université MEF, Istanbul.</li> <li>- <b>Les cadres de la coopération internationale pour la gestion des bassins transfrontaliers en Mésopotamie</b> Mlle Chantal Demilecamps, Chef des Affaires Environnementales de la Convention de l'Eau- UNECE</li> <li>- <b>Une réflexion géopolitique pour la résolution des crises au niveau des bassins transfrontaliers en Mésopotamie</b> M. Pierre Berthelot, Chercheur associé à l'Institut français d'analyse stratégique</li> </ul>
<b>Discussion</b>	

<p><b>18 :00-18 :20</b> <b>Clôture</b></p>	<p><b>M. Loïc Fauchon</b>, Président honoraire du Conseil Mondial de l'Eau et Président de la Société des Eaux de Marseille.</p> <p><b>M. Christian Cambon</b>, Président de la commission des Affaires étrangères, de la Défense et des forces armées</p>
--	--

**18:20 Remerciements**

- **M. Fadi Comair**, Président de MEDURABLE et du REMOB
- **M. Olivier Cadic**, Sénateur représentant les français établis hors de France